



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 70.800/4
du 2 février 2022

advies 70.800/4
van 2 februari 2022

sur

over

un avant-projet de loi 'relatif à
la pêche et diverses
modifications du Code belge
de la Navigation'

een voorontwerp van wet
'betreffende visserij en
verscheidene wijzigingen van
het Belgisch
Scheepvaartwetboek'

Le 24 décembre 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'relatif à la pêche et diverses modifications du Code belge de la Navigation'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 2 février 2022. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 2 février 2022.

*

Op 24 december 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Justitie en Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'betreffende visserij en verscheidene wijzigingen van het Belgisch Scheepvaartwetboek'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 2 februari 2022. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 2 februari 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

Article 2

Dans la phrase liminaire du a), il sera précisé que c'est le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, qui est complété.

Une observation similaire vaut pour l'article 1.1.1.1, § 2, 3^o, en projet du Code belge de la Navigation (ci-après : « le Code ») (article 2, b), de l'avant-projet).

Article 5

Dans la phrase liminaire de l'article 5, il convient d'écrire que l'article 2.2.6.20 du Code « est complété par un alinéa rédigé comme suit (la suite comme à l'avant-projet) ».

Article 6

1. Au 1^o (article 2.3.1.22, § 1^{er}, 2^o, en projet du Code), dans la version française, il y a lieu de remplacer les mots « les obligations conclues » par les mots « des obligations conclues ».

2. La rédaction de la version française du 2^o sera revue, les mots remplacés dans l'article 2.3.1.22, § 1^{er}, 2^o, c), du Code, étant « du connaissance concerné », et non « le connaissance concerné ».

3. Les modifications que l'article 6 de l'avant-projet apporte à l'article 2.3.1.22, § 1^{er}, 2^o, du Code visent à y remplacer la notion de connaissance par celle d'obligation. Elles aboutissent à rétablir cette disposition dans une version plus proche de sa version initiale, revenant ainsi sur les modifications récemment apportées par la loi du 16 juin 2021¹.

L'exposé des motifs ou le commentaire de l'article 6 mériterait d'être complété sur ce point quant aux raisons qui sous-tendent ce rétablissement.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Loi du 16 juin 2021 'modifiant le Code belge de la Navigation', article 26, entré en vigueur le 16 septembre 2021.

4. L'observation qui précède vaut également, *mutatis mutandis*, pour l'article 7 de l'avant-projet, modifiant l'article 2.6.2.25, § 3, du Code, précédemment modifié par l'article 85, 3°, de la loi du 16 juin 2021.

Article 8

L'article 8 de l'avant-projet dispose :

« Dans l'article 2.6.2.30 du même code, modifié par la loi du 16 juin 2021, le dernier alinéa du paragraphe 1^{er} est abrogé ».

L'identification du texte abrogé sera corrigée, l'article 2.6.2.30, § 1^{er}, du Code ne comprenant qu'un seul alinéa. Il convient donc d'y abroger la seconde phrase du paragraphe 1^{er}, laquelle a été insérée par l'article 86, 1°, de la loi du 16 juin 2021.

Article 10

La disposition insérée dans le Code par l'article 10 de l'avant-projet sera renumérotée comme étant l'article 4.1.1.8. Un article 4.1.1.7 a, en effet, déjà été inséré par l'article 114 de la loi du 16 juin 2021.

Article 13

1.1. L'article 13 de l'avant-projet vise à insérer, dans le livre 4 – Mise en application, titre 1^{er} – Sanctions, chapitre 2 – Sanctions des infractions, section 2 – Navigation maritime, sous-section 1^{ère} – Navires, du Code, un article 4.1.2.8/3 – Drogues et Alcool, érigeant en infraction punie d'une sanction de niveau 2 ou 3 le fait de naviguer, d'accompagner un conducteur en vue de l'apprentissage ou d'être en service actif sur un navire, ainsi que le fait de s'y apprêter, tout en étant sous l'emprise de l'alcool ou d'une autre substance interdite. Les taux d'intoxication au-delà desquels les contrevenants sont punis d'une sanction de niveau 2 ou 3 sont identiques à ceux fixés aux articles 34, §§ 1^{er} et 2, et 62^{ter}, § 1^{er}, de la loi 'relative à la police de la circulation routière', coordonnée le 16 mars 1968. Cette disposition prévoit également que ces sanctions peuvent être accompagnées de la déchéance du droit de conduire, du droit d'accompagner un conducteur en vue de l'apprentissage ou du droit d'effectuer un service actif sur un navire pour une durée d'un mois et ne dépassant pas 5 ans ou à perpétuité.

1.2. Dans le Code, l'abus d'alcool et la consommation de drogue font déjà l'objet des interdictions suivantes :

– l'article 2.4.5.3, 5°, reprend « l'ivresse ou un état similaire suite à la consommation de stupéfiants ou de médicaments en service, sans désordre » parmi les

manquements constituant, dans le chef des hommes d'équipage, une faute de discipline maritime, que l'article 4.1.2.15 du Code punit dans les termes suivants :

« Infraction répétée à l'article 2.4.5.3

Est puni d'une sanction de niveau 2 tout homme de l'équipage qui, durant un même voyage, commet à plusieurs reprises des fautes de discipline [...] maritimes telles que visées à l'article 2.4.5.3 ».

– l'article 2.4.5.4 « interdit à quiconque à bord ou en service d'être en état d'ivresse ou dans un état similaire, suite à l'usage de stupéfiants ou de médicaments, et, ce faisant, de perturber l'ordre ». La sanction encourue en cas d'infraction est définie à l'article 4.1.2.16 du Code dans les termes suivants :

« Infraction à l'article 2.4.5.4

Est puni d'une sanction de niveau 2 quiconque enfreint l'article 2.4.5.4.

Le minimum de l'amende pénal[e] ou administrative est doublé à l'égard du commandant qui commet l'infraction pendant qu'il est chargé de la conduite du navire ».

1.3. À côté de ces dispositions législatives, la réglementation en matière de police de la navigation maritime ou de plaisance prévoit également, dans le chef des personnes présentant un taux d'alcool ou d'une autre substance interdite identique à ceux fixés aux articles 34, §§ 1^{er} et 2, et 62^{ter}, § 1^{er}, de la loi 'relative à la police de la circulation routière', coordonnée le 16 mars 1968, une interdiction de conduire un navire ou d'être en service actif sur un navire de mer belge, pour une durée de 3, 6 ou 12 heures, éventuellement renouvelable.

Il s'agit :

– des articles 6.3 à 6.7 de l'arrêté royal du 28 juin 2019 'relatif à la navigation de plaisance' ;

– des articles 19 à 23 de l'arrêté royal du 22 août 2020 'relatif aux marins' ;

– des articles 12/1 à 12/5 de l'arrêté royal du 13 novembre 2009 'concernant des brevets pour la navigation de pêche maritime', insérés par l'arrêté royal du 26 juin 2020 'relatif à l'introduction de plusieurs mesures de sécurité pour la pêche'.

1.4. L'article 4.1.2.8/3 – Drogues et Alcool, en projet, sera revu et complété afin d'assurer sa coordination avec l'ensemble des règles préexistantes en la matière.

À cet égard, il revient également au législateur de fixer lui-même, du moins dans ses aspects essentiels, la procédure de constatation des infractions concernées, dont le déroulement et l'articulation de ses différentes étapes. Sur ce dernier point, il y a lieu de noter que, dans l'ensemble des normes précitées, les taux pris en considération pour ce qui concerne les substances interdites autres que l'alcool, diffèrent selon qu'il s'agisse du test salivaire, de l'analyse de salive ou de l'analyse sanguine.

2. Comme l'a déjà observé la section de législation dans son avis n° 65.543/4 donné le 8 mai 2019 sur un projet devenu l'arrêté royal du 28 juin 2019², les règles relatives à l'interdiction de naviguer, d'accompagner un conducteur en vue de l'apprentissage ou d'être en service actif sur un navire en étant sous l'emprise de l'alcool ou de produits stupéfiants doivent être qualifiées de règles de police de la navigation.

Leur champ d'application sera dès lors expressément limité aux seules eaux maritimes, conformément à l'article 6, § 1^{er}, X, 10°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'.

L'article 4.1.2.8/3, § 1^{er}, 1° et 2°, en projet, du Code, sera revu à la lumière de cette observation.

3. La version française de l'article 4.1.2.8/3, et notamment de ses § 1^{er}, 4° et 5°, § 2, 2°, § 3, 4°, et § 4, alinéa 1^{er}, sera revue sur le plan de la correction de la langue. En outre, au § 6, il y a une discordance entre les versions française et néerlandaise, à laquelle il convient de remédier.

Article 15

Le commentaire de l'article en précise la portée dans les termes suivants :

« L'article 5.2.1.1, 2°, du Code belge de la Navigation est complété de sorte qu'il soit clair que les enregistrements étrangers de navires de plaisance ne sont acceptés en Belgique que s'ils sont également valables à l'étranger.

Par exemple, certains navires naviguent avec le numéro de vitesse néerlandais qui, conformément à la réglementation néerlandaise, ne peut être utilisé qu'aux Pays-Bas. Il doit être clair que cela ne sera pas accepté en Belgique comme un enregistrement valable si le pays d'enregistrement ne l'accepte pas non plus ».

Les mots « qui est également valable à l'étranger », que l'article 15 de l'avant-projet vise à ajouter à l'article 5.2.1.1, 2°, du Code, ne permettent cependant pas de traduire cette intention avec la précision qu'exige l'énoncé d'une obligation dont le non-respect est sanctionné d'une amende administrative de niveau 2 par l'article 4.1.2.64, § 1^{er}, du Code.

L'article 15 de l'avant-projet sera revu à la lumière de cette observation.

² <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/65543.pdf>.

Article 16

1. Dans la phrase liminaire, il convient de viser plus précisément la rubrique 33-12 du tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 ‘créant des fonds budgétaires’ et de mentionner les modifications déjà subies par cette rubrique.

2. Au a), l’identification des mots remplacés dans la rubrique 33-12 du tableau précité sera corrigée afin de tenir compte de la modification qui y a été apportée par l’article 10 de la loi du 11 août 2017 ‘[modifiant] la loi du 5 février 2007 relative à la sûreté maritime, la loi du 2 juin 2012 relative à l’organisme fédéral d’enquête sur les accidents de navigation et la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires’.

Article 17

Dans la phrase liminaire, le mot « titre » sera remplacé par le mot « intitulé », le premier désignant une division du dispositif qui rassemble des chapitres sous lesquels des articles sont énoncés³.

Article 18

Dans la version française de l’article 112 en projet de la loi du 28 avril 2010 ‘portant des dispositions diverses’, il convient de mentionner l’intitulé exact de la convention collective de travail du 9 juin 2011, conclue au sein de la Commission paritaire de la pêche maritime, ‘qui modifie et coordonne les statuts du « Zeevissersfonds »’.

*

³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 11.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

Artikel 2

In de inleidende zin van de bepaling onder a) moet gepreciseerd worden dat het eerste lid van paragraaf 1 aangevuld wordt.

Een soortgelijke opmerking geldt voor het ontworpen artikel 1.1.1.1, § 2, 3°, van het Belgisch Scheepvaartwetboek (hierna: “het Wetboek”) (artikel 2, b), van het voorontwerp).

Artikel 5

In de inleidende zin van artikel 5 dient geschreven te worden dat artikel 2.2.6.20 van het Wetboek “wordt aangevuld met een lid, luidende (voorts zoals in het voorontwerp)”.

Artikel 6

1. In de Franse tekst moeten in de bepaling onder 1° (ontworpen artikel 2.3.1.22, § 1, 2°, van het Wetboek) de woorden “les obligations conclues” vervangen worden door de woorden “des obligations conclues”.

2. De redactie van de Franse tekst van de bepaling onder 2° moet herzien worden, aangezien de woorden die in artikel 2.3.1.22, § 1, 2°, c), van het Wetboek vervangen worden “du connaissance concerné” zijn, en niet “le connaissance concerné”.

3. De wijzigingen die bij artikel 6 van het voorontwerp aangebracht worden in artikel 2.3.1.22, § 1, 2°, van het Wetboek strekken ertoe in die laatste bepaling het begrip “cognossement” te vervangen door het begrip “verbintenis”. Ze leiden ertoe dat die bepaling

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

hersteld wordt in een versie die nauwer aansluit bij de oorspronkelijke versie ervan, waardoor aldus teruggekomen wordt op de wijzigingen die onlangs bij de wet van 16 juni 2021 aangebracht zijn.¹

Het verdient aanbeveling om de memorie van toelichting of de bespreking van artikel 6 op dat punt aan te vullen met de redenen die ten grondslag liggen aan dat herstel.

4. De voorgaande opmerking geldt *mutatis mutandis* ook voor artikel 7 van het voorontwerp dat strekt tot wijziging van artikel 2.6.2.25, § 3, van het Wetboek, welk artikel eerder gewijzigd is bij artikel 85, 3°, van de wet van 16 juni 2021.

Artikel 8

Artikel 8 van het voorontwerp luidt als volgt:

“In artikel 2.6.2.30 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij de wet van 16 juni 2021, wordt in paragraaf 1 het laatste lid opgeheven.”

De aanduiding van de tekst die opgeheven wordt, moet gecorrigeerd worden, aangezien artikel 2.6.2.30, § 1, van het Wetboek maar één lid bevat. In dat artikel 2.6.2.30 dient dus de tweede zin van paragraaf 1 opgeheven te worden, die ingevoegd is bij artikel 86, 1°, van de wet van 16 juni 2021.

Artikel 10

De bepaling die bij artikel 10 van het voorontwerp in het Wetboek ingevoegd wordt, moet vernummerd worden tot artikel 4.1.1.8. Bij artikel 114 van de wet van 16 juni 2021 is immers reeds een artikel 4.1.1.7 ingevoegd.

Artikel 13

1.1. Artikel 13 van het voorontwerp strekt ertoe in boek 4 – Handhaving, titel 1 – Sancties, hoofdstuk 2 – Sanctionering van de inbreuken, afdeling 2 – Zeevaart, onderafdeling 1 – Schepen, van het Wetboek een artikel 4.1.2.8/3 – Drug[s] en Alcohol in te voegen, waarin bepaald wordt dat wie onder invloed van alcohol of een ander verboden middel vaart, een bestuurder met het oog op scholing begeleidt of actief dienstdoet op een schip alsook wie op het punt staat dat te doen, met een sanctie van niveau 2 of 3 bestraft wordt. De intoxicatiegehalten die er in geval van overschrijding voor zorgen dat de overtreeders met een sanctie van niveau 2 of 3 bestraft worden, zijn identiek aan die bepaald in de artikelen 34, §§ 1 en 2, en 62ter, § 1, van de wet ‘betreffende de politie over het wegverkeer’, gecoördineerd op 16 maart 1968. Luidens dat ontworpen artikel 4.1.2.8/3 kunnen die sancties ook gepaard gaan met het verval van het recht tot besturen,

¹ Artikel 26 van de wet van 16 juni 2021 ‘tot wijziging van het Belgisch Scheepvaartwetboek’, dat op 16 september 2021 in werking getreden is.

het recht om een bestuurder te begeleiden met het oog op scholing of het recht om actief dienst te doen op een schip voor een duur van een maand en ten hoogste 5 jaar, of levenslang.

1.2. In het Wetboek maken alcoholmisbruik en druggebruik reeds het voorwerp uit van de volgende verbodsbepalingen:

– in artikel 2.4.5.3, 5°, wordt “dronkenschap of een soortgelijke staat ten gevolge van het gebruik van verdovende middelen of van geneesmiddelen tijdens de dienst, zonder rustverstoring” vermeld als één van de overtredingen die, in hoofde van schepelingen, een scheepvaarttuchtvergrijp vormen, dat luidens artikel 4.1.2.15 van het Wetboek als volgt wordt bestraft:

“Herhaalde inbreuk op artikel 2.4.5.3

Met een sanctie van niveau 2 wordt bestraft, de schepeling die zich tijdens éézelfde reis schuldig maakt aan herhaalde scheepvaarttuchtvergrijpen als bepaald in artikel 2.4.5.3.”

– luidens artikel 2.4.5.4 “is [het] eenieder verboden zich aan boord of tijdens de dienst te bevinden in een staat van dronkenschap en een soortgelijke staat veroorzaakt door het gebruik van verdovende middelen of geneesmiddelen en daardoor de rust te verstoren”. De sanctie die in geval van inbreuk opgelopen kan worden, wordt in artikel 4.1.2.16 van het Wetboek in de volgende bewoordingen omschreven:

“Inbreuk op artikel 2.4.5.4

Met een sanctie van niveau 2 wordt bestraft, eenieder die artikel 2.4.5.4 overtreedt.

Ten aanzien van de gezagvoerder die de inbreuk begaat gedurende de tijd dat hij belast is met het voeren van het schip, wordt het bedrag van de minimale strafrechtelijke of administratieve geldboete verdubbeld.”

1.3. Los van die wetsbepalingen voorziet de regelgeving inzake de politie op de zee- of de pleziervaart ten aanzien van de personen met een alcoholconcentratie of een concentratie van een ander verboden middel die identiek is aan die bepaald in de artikelen 34, §§ 1 en 2, en 62ter, § 1, van de wet ‘betreffende de politie over het wegverkeer’, gecoördineerd op 16 maart 1968, tevens in een verbod om een schip te besturen of actief dienst te doen op een Belgisch zeeschip voor een duur van 3, 6 of 12 uur, die eventueel verlengd kan worden.

Het gaat om:

– de artikelen 6.3 tot 6.7 van het koninklijk besluit van 28 juni 2019 ‘betreffende de pleziervaart’;

– de artikelen 19 tot 23 van het koninklijk besluit van 22 augustus 2020 ‘betreffende zeevarenden’;

– de artikelen 12/1 tot 12/5 van het koninklijk besluit van 13 november 2009 ‘inzake vaarbevoegdheidsbewijzen voor de zeevisserijvaart’, die ingevoegd zijn bij het koninklijk besluit van 26 juni 2020 ‘betreffende de invoering van meerdere veiligheidsmaatregelen voor de visserij’.

1.4. Het ontworpen artikel 4.1.2.8/3 – Drug[s] en Alcohol moet aldus herzien en aangevuld worden dat het in overeenstemming is met alle reeds bestaande regels ter zake.

In dat opzicht staat het eveneens aan de wetgever om zelf de procedure, of op zijn minst de essentiële aspecten ervan, te bepalen voor de vaststelling van de inbreuken in kwestie, waaronder het verloop van die procedure en de wijze waarop de verschillende fases ervan op elkaar aansluiten. Met betrekking tot dat laatste punt dient opgemerkt te worden dat in het geheel van de voornoemde normen de gehalten die voor de andere verboden middelen dan alcohol in aanmerking genomen worden, verschillen naargelang het gaat om de speekseltest, de speekselanalyse of de bloedanalyse.

2. Zoals de afdeling Wetgeving reeds opgemerkt heeft in advies 65.543/4, dat op 8 mei 2019 gegeven is over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 28 juni 2019,² moeten de regels met betrekking tot het verbod om onder invloed van alcohol of verdovende middelen te varen, een bestuurder te begeleiden met het oog op scholing of actief dienst te doen op een schip, bestempeld worden als regels van scheepvaartpolitie.

De werkingssfeer ervan moet dan ook uitdrukkelijk beperkt worden tot de maritieme wateren overeenkomstig artikel 6, § 1, X, 10°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’.

Het ontworpen artikel 4.1.2.8/3, § 1, 1° en 2°, van het Wetboek moet in het licht van die opmerking herzien worden.

3. De Franse tekst van artikel 4.1.2.8/3, en meer bepaald van § 1, 4° en 5°, § 2, 2°, § 3, 4°, en § 4, eerste lid, ervan, moet op taalkundig vlak herzien worden. Er is bovendien een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst van § 6. Die discrepantie moet verholpen worden.

² <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/65543.pdf>.

Artikel 15

De strekking van het artikel wordt in de bespreking ervan als volgt toegelicht:

“Artikel 5.2.1.1, 2°, van het Belgisch Scheepvaartwetboek wordt aangevuld zodat het duidelijk is dat buitenlandse registraties van pleziervaartuigen enkel worden aanvaard in België als deze ook geldig zijn in het buitenland.

Er zijn bijvoorbeeld vaartuigen die varen met het Nederlands snelheidsnummer dat echter overeenkomstig de Nederlandse regelgeving alleen gebruikt mag worden in Nederland. Het moet duidelijk zijn dat dit niet wordt aanvaard in België als geldige registratie als het land van registratie dit ook niet aanvaard[t].”

De woorden “dat ook geldig is in het buitenland” die artikel 15 van het voorontwerp beoogt toe te voegen aan artikel 5.2.1.1, 2°, van het Wetboek, kunnen die bedoeling echter niet weergeven met de nauwkeurigheid die vereist is bij het vermelden van een verplichting waarvan de niet-nakoming bij artikel 4.1.2.64, § 1, van het Wetboek bestraft wordt met een administratieve geldboete van niveau 2.

Artikel 15 van het voorontwerp moet in het licht van die opmerking herzien worden.

Artikel 16

1. In de inleidende zin dient nauwkeuriger verwezen te worden naar rubriek 33-12 van de tabel bij de organieke wet van 27 december 1990 ‘houdende oprichting van begrotingsfondsen’ en dient melding gemaakt te worden van de wijzigingen die reeds aangebracht zijn in die rubriek.

2. In de bepaling onder a) moet de vermelding van de woorden die in rubriek 33-12 van de voornoemde tabel vervangen worden aldus gecorrigeerd worden dat rekening gehouden wordt met de wijziging die daarin aangebracht is bij artikel 10 van de wet van 11 augustus 2017 ‘tot wijziging van de wet van 5 februari 2007 betreffende de maritieme beveiliging, de wet van 2 juni 2012 betreffende de federale instantie voor onderzoek van scheepvaartongevallen en de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van de begrotingsfondsen’.

Artikel 17

In de inleidende zin moet het woord “titel” vervangen worden door het woord “opschrift”, aangezien het eerste woord wijst op een indeling van het dispositief bestaande uit hoofdstukken waarin artikelen worden ondergebracht.³

³ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 11.

Artikel 18

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 112 van de wet van 28 april 2010 ‘houdende diverse bepalingen’ dient het correcte opschrift vermeld te worden van de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 juni 2011 gesloten in het Paritair Comité voor de zeevisserij, ‘tot wijziging en coördinatie van de statuten van het Zeevissersfonds’.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET